

Au-delà des enjeux nationaux, un message à l'Europe



ENRI CANALI/REPORTERS

Si la Grèce constitue un cas extrême, le chômage et la précarité sociale sont au cœur des préoccupations de la plupart des citoyens européens.

■ La tentation du vote "anti-système" sanctionne des attentes sociales restées sans réponses.

Entretien Gilles Toussaint

Percée du FN en France; enracinement du Parti pour la liberté de Geert Wilders dans le paysage politique néerlandais; élection d'un millionnaire tombé du ciel à la présidentielle slovaque... Le politologue Pascal Delwit (ULB) analyse les enseignements que l'on peut tirer des récents scrutins qui se sont déroulés en Europe.

On a le sentiment d'assister à l'avènement d'un mouvement "anti-système" étendu. Que peut-on en conclure dans la perspective des élections européennes ?

En France, je pense que le premier élément à retenir, c'est l'importance du non-vote. Près d'un Français sur deux n'a pas pris part au scrutin, alors même que les municipales sont traditionnellement considérées comme une élection importante aux yeux de la population. C'est le premier message qui est envoyé : une forme de détachement à l'endroit de l'exercice des affaires publiques. Même si ce n'est pas un phénomène nouveau, il y a indubitablement une forme de désenchantement et de désaffection envers la démocratie représentative et le processus électoral.

Et le second message ?

C'est la tentation de voter pour des partis – ou des personnalités dans le cas slovaque – qui ne sont pas a priori considérés

comme des partis gouvernementaux. Tantôt des formations politiques à la droite de la droite ou à la gauche de la gauche, parfois même des choses plus folkloriques. De manière générale, les partis qui sont dans l'exercice des responsabilités sont très régulièrement sanctionnés. La situation actuelle s'explique principalement, selon moi, par deux éléments. Le premier, c'est que l'on est dans une situation de crise économique et sociale, compliquée par une crise de la dette publique. Cela laisse des marges de manœuvre extrêmement faibles pour les gouvernements. Qu'ils soient de gauche ou de droite, ils ne disposent pas de leviers importants pour conduire une politique publique saillante. Le deuxième, c'est que depuis une trentaine d'années, on constate que les questions de chômage, de précarité de l'emploi et de pouvoir d'achat sont au cœur des préoccupations des citoyens. Dès lors que ceux-ci ont le sentiment que ces questions ne sont pas résolues ou insuffisamment prises en compte par les gouvernements, il n'est pas étonnant de voir qu'ils indiquent vouloir d'autres réponses; soit via l'abstention ou parfois un vote détonant.

Au-delà du message envoyé à leur propre gouvernement, les électeurs ne s'adressent-ils pas aussi à l'Europe en se tournant vers des partis pas vraiment europhiles ?

Bien sûr. Dans une certaine mesure, je pense que l'UE – c'est-à-dire tantôt la Commission, tantôt les orientations prises au niveau du Conseil européen – porte une

lourde responsabilité dans la situation actuelle. On peut vraisemblablement s'attendre à une abstention massive aux élections européennes, ce ne sera pas une surprise. Lors du scrutin de 2009, le taux de participation était de 45 %. On ne peut pas non plus exclure que l'on ait là aussi une tentation de voter pour l'extrême droite, quand bien même c'est une tentation inutile.

Si l'on vous suit, l'UE va devoir répondre à ces attentes par la mise en place de réelles politiques sociales ?

Mon propos n'est pas de rejeter tous les malheurs du monde sur l'Union européenne. En matière de politiques sociales en particulier, elle n'a pas tellement de leviers. Mais en revanche, elle peut agir en changeant sa logique. Qu'un plan d'assainissement des finances publiques doive être réalisé sur trois ans, cinq ans ou sept ans, ce

n'est pas exactement la même chose... Dans les limites du budget existant, il est en outre tout à fait possible de faire des choix qui pourraient amener des politiques de relance structurantes. Des politiques qui pourraient amener à des grands travaux comme des liaisons ferroviaires plus performantes, par exemple.

C'est une interpellation de la philosophie qui a prévalu à la Commission européenne au cours de cette législature, à la fois très frileuse et dont les pronostics ont été régulièrement démentis par les faits. Le problème, c'est que d'un point de vue démocratique, on ne sait pas sanctionner la Commission.

"L'UE peut agir en changeant sa logique."

PASCAL DELWIT
Professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles